Notre écologie n’est pas soluble dans le Front de gauche, mais nécessite un NPA révolutionnaire

À l'examen du programme du Front de gauche « L'humain d'abord », et sans même parler de notre divergence totale sur le nucléaire, on s'aperçoit vite que sur l'écologie comme sur le reste, un contenu bien insipide se cache au-delà des formules chocs telles la « planification écologique » ou la relocalisation de l'économie »

Tout d'abord, on ne trouve pour organiser cette planification nulle trace d'expropriation des trusts en faveur de monopoles publics de l'énergie ou de l'eau, encore moins de l'agro alimentaire, mais seulement des « pôles publics » dont on sait très bien que, placés dans le champ de la concurrence capitaliste, ils se comporteront de la même façon que les trusts privés. L'exemple d'Areva, entreprise d'Etat française qui exploite la population du Niger dans des conditions proches de l'esclavage est éloquent.

Ensuite, les salariés de ces pôles seront « associés étroitement aux choix de gestion de l’entreprise publique, et leur liberté d’expression sera garantie » . On croirait entendre les directeurs de la fonction publique moderne dans leur version new look du dialogue social. In fine, le programme du FdG prévoit que « la planification s’appuiera sur un plan écologique débattu et voté au Parlement, assorti d’une loi de programmation financière ». Face à cela, nous devons défendre le gouvernement des travailleurs par les travailleurs, une gestion démocratique socialiste de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, planifiée par les travailleurs et la population, ainsi que la création de monopoles publics. Nos expériences de luttes locales montrent que ces mots d'ordre sont audibles dans la population.

Quant au chapitre de la relocalisation de l'économie, le programme du FdG se cantonne à un catalogue de mesurettes protectionnistes totalement inopérantes de type écotaxes. Face à cela, nous devons proposer un maillage territorial par l'énergie renouvelable et la gestion locale des ressources par les travailleurs eux-mêmes. Pour ce faire, nous devons exiger et mobiliser dès que c'est possible pour l'expropriation sans indemnité ni rachat de tous les grands groupes de l'eau de l'énergie de l'agro-alimentaire.

Le FdG refuse la moindre remise en cause du capitalisme et toutes les solutions qu'il envisage se situent dans le cadre classique et désespérant de ses sacro-saintes institutions.

Pour faire face à l'urgence écologique, c'est évidemment une toute autre partition que l'humanité va devoir jouer. Une partition révolutionnaire et socialiste. Il faut une voix indépendante pour le crier. Il est temps que le NPA assume pleinement ce rôle !

Aller diluer cette voix dans le FdG, même sous la forme d'un front politique durable, serait non seulement inutile mais irresponsable. Au contraire, le seul moyen de

défendre un programme écologique conséquent est de combattre pied à pied les illusions véhiculées par le FdG en y opposant nos solutions. Nous devons radicaliser encore notre programme écologique et expliquer que seule une issue révolutionnaire permettra d'en finir avec les désastres causés par la gestion capitaliste des ressources.

C. (NPA Meuse, CNE); M. (Comité Sorbonne); Plateforme E, le 26 juin 2012